



AEP/HB  
N° 2021/148

République Française

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
YVELINES

**MAIRIE DU VESINET**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

**ARRETE TEMPORAIRE**

**PORTANT DEROGATION TEMPORAIRE A L'ARRETE MUNICIPAL N°370/2008  
DU 16 OCTOBRE 2008 RELATIF A LA REGLEMENTATION CONTRE LE BRUIT**

**Le Maire** de la Ville du VESINET,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212.1, L.2212.2 -2°, L 2213-2, L 2214-4, L 2215-1,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°08-038/DDD du 25 mars 2008 relatif à la lutte contre le bruit,

**Vu** l'arrêté municipal n°370/2008 portant réglementation contre le bruit, et notamment son article 6,

**Vu** le Permis d'Aménager n°078 650 21 G001,

**Considérant** que pour des raisons de sécurité et de pérennité, la société TBS (72ter rue Henri Forman – 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE) doit entreprendre des travaux (phase n°1) de démolition des briquettes existantes et de coulage d'une dalle béton en lieu et place sur le Parvis du Théâtre du Vésinet, pour le compte de la Ville du Vésinet,

**Considérant** que ce chantier, occasionnant des nuisances sonores, ne pourra être interrompu aux heures prévues par l'arrêté municipal susvisé,

**ARRETE :**

**Article 1 :**

Il sera temporairement dérogé à l'arrêté municipal n°370/2008 du 16 octobre 2008, portant réglementation contre le bruit. Cette dérogation portera sur la période allant :

- du mercredi 5 mai 2021 au samedi 8 mai 2021 inclus (entre 22h00 et 6h00), soit 3 nuits maximum.

**Article 2 :**

L'entreprise exécutant les travaux devra procéder à l'affichage de cet arrêté, au droit du chantier.

**Article 3 :**

La Direction Départementale de la Sécurité Publique, le Directeur de la Police Municipale, ainsi que tous les agents assermentés de la Ville du Vésinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Germain-en-Laye.

**Article 4 :**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait au Vésinet, le 3 mai 2021,



Le Maire,

**Bruno CORADETTI**